



Projet de réforme des retraites Macron-Delevoye

Amplifions le mouvement de grève

Participons massivement à la manifestation du 10 décembre

Exigeons le retrait du projet

La journée du 5 décembre a été marquée par une mobilisation historique des personnels du ministère de la Culture contre le projet de réforme des retraites Macron-Delevoye à l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU, SUD, UNSA du ministère de la Culture. Elle participe de la dynamique de mobilisation nationale qui a enregistré plus d'un million et demi de manifestant·es dans la rue partout en France.

Au ministère de la Culture, près de 30 sites étaient fermés (*Musée du Moyen Age, thermes et hôtel de Cluny, Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, Musée national Picasso Paris, Musée national des arts asiatiques – Guimet, Château, Musée et domaine national de Versailles, Musée national de Préhistoire - Les Eyzies-de-Tayac, Maison Bonaparte – Ajaccio, Musée d'Archéologie Nationale de Saint-Germain-en-Laye, Musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, Musée national et domaine du château de Pau, Arc de Triomphe, Sainte Chapelle, Cathédrale de Bourges, Château de Vincennes, Château d'Azay-le-Rideau, Tour de Pey-Berland à Bordeaux, Tours et remparts d'Aigues mortes, Grottes de Combarelles, Nécropole royale de Saint-Denis, Château d'If, site gallo-romain de Sanxay, Fort Saint-André à Villeneuve-lez-Avignon, Musée Adrien Dubouché, Domaine national du Palais-Royal, Chapelle expiatoire, Archives nationales, sites de Paris, Fontainebleau et Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales du monde du travail – Roubaix, Archives nationales d'outremer - Aix-en-Provence, Bibliothèque publique d'information*), **École nationale supérieure d'architecture Paris – La Villette et une vingtaine partiellement fermés** (*Musée du Louvre, Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, Musées et domaine nationaux du palais de Compiègne (domaine totalement fermé), Musée de la Renaissance au château d'Écouen (domaine totalement fermé), Panthéon, Château de Fontainebleau, Château et remparts de la cité de Carcassonne, Tours de la Rochelle (2 tours sur les 3), Bibliothèque nationale de France avec la fermeture de la moitié des salles de lecture et arrêt total de la communication des documents, Mobilier national et manufactures nationales des Gobelins avec 3 ateliers fermés et entre 80 et 90% de grévistes, Institut national d'histoire de l'art avec la fermeture de la bibliothèque cet après-midi, École nationale supérieure d'architecture Paris - Val de Seine (grève votée à la quasi-unanimité), École nationale supérieure d'art et de design de Nancy avec des ateliers fermés, conservatoire national d'art dramatique avec la fermeture partielle de l'établissement et bibliothèque fermée*). Dans les DRAC, les taux de grévistes étaient également bien supérieurs aux précédentes journées de mobilisation.

Les personnels se sont massivement réunis en assemblées générales les 4 et 5 décembre pour voter la grève avant de rejoindre les nombreuses manifestations partout en France et y former des cortèges "Culture". Dans une ambiance exceptionnelle, ils ont défilé pour exiger le retrait du projet de réforme des retraites Macron-Delevoye. Cette mobilisation est d'autant plus historique que deux organisations syndicales représentatives du ministère n'y appelaient pas. Comme quoi, les personnels, bien au delà des conventions

établies, ont exprimé un profond rejet du projet de réforme des retraites Macron-Delevoye.

Cette mobilisation est aussi l'expression sociale d'un ministère pauvre. Les conditions de carrières, de l'emploi et les niveaux de salaires y sont particulièrement dégradées, de même que celui des pensions. Les personnels savent que le projet de réforme Macron-Delevoye va paupériser encore plus leur vie alors qu'au quotidien, ils et elles œuvrent pour le service public de la Culture dans des conditions de plus en plus détériorées.

La brutalité des politiques anti-sociales du gouvernement ne se limite pas au projet de réforme des retraites. La loi de transformation de la Fonction publique, la précarité en réponse au sous-effectif chronique, la généralisation des projets de restructuration, d'externalisation, de privatisation et les mesures salariales et indemnitaires inégalitaires sont l'expression des politiques actuellement menées par le gouvernement. Celui-ci a fait choix de la violence institutionnelle comme seule et unique voie d'un prétendu dialogue social, et ces politiques sont aujourd'hui incarnée au ministère de la Culture par Franck Riester.

Pour gagner le retrait du projet de réforme des retraites Macron-Delevoye, il est nécessaire que les personnels amplifient le mouvement de grève. D'ores et déjà, à la suite du 5 décembre, des personnels se sont réunis en assemblées générales sur plusieurs sites du ministère. Les modalités d'action choisis confirment la volonté d'amplifier la mobilisation pour gagner le retrait du projet de réforme des retraites Macron-Delevoye. C'est pourquoi, l'intersyndicale CGT FSU SUD et UNSA du ministère de la Culture appelle :

- ***les personnels à se réunir partout en assemblées générales chaque jour qui suit le 5 décembre ;***
- ***à la reconduction du mouvement de grève à la suite du 5 décembre ;***
- ***à participer massivement le 10 décembre aux manifestations partout en France et à y organiser des cortèges "Culture" intersyndicaux et intersectoriels partout où cela est possible avec les artistes, technicien·nes, journalistes, et salarié·es de la presse et de l'édition, du cinéma... (pour les parisiens·nes, rendez-vous aux Invalides à 14h00 en direction de Denfert) ;***

Le préavis de grève intersyndicale CGT FSU SUD et UNSA du ministère de la Culture déposé pour le 5 décembre est reconductible (cf.pièce jointe)

En outre, des préavis de grève ont été déposés par plusieurs organisations syndicales représentatives de la Fonction publique-pour tous les jours du mois de décembre.

En grève reconductible et en manifestation le 10 décembre,

soyons nombreux et nombreuses pour gagner

le retrait du projet de réforme de retraite Macron-Delevoye

Paris, le 9 décembre 2019